

Un élan de fierté

Gautam Yadav avait 17 ans lorsqu'il a révélé son orientation sexuelle à ses parents, en 2008. « Je voulais aller à la marche des fiertés de Delhi, alors il a bien fallu que je leur en parle. » Son père, conducteur de rickshaw motorisé, n'a pas d'éducation formelle, mais il s'intéresse aux questions d'actualité. Il a accepté d'emblée l'orientation sexuelle de son fils. Sa mère aussi, bien qu'avec certaines réserves ; elle craignait que son fils soit stigmatisé. « Je m'attendais à une scène », se souvient Gautam.



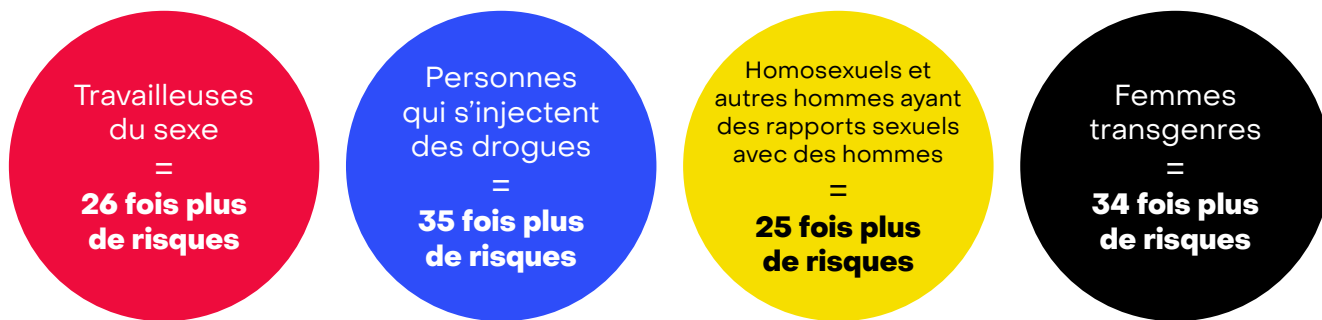
Le Fonds mondial / Gautam Yadav

Quelques mois plus tard, il était diagnostiqué séropositif au VIH. « À l'époque, nous n'avions pas de téléphones portables pour obtenir des réponses à nos questions, et l'homosexualité était encore illégale en Inde. Je devais me rendre dans des cafés Internet pour trouver des informations. » Aussitôt son traitement antirétroviral commencé, Gautam s'est employé à aider d'autres jeunes, séropositifs au VIH ou faisant face à un risque élevé de contracter le virus, souvent issus de familles moins compréhensives que la sienne. Il a commencé à faire de la sensibilisation au sujet des rapports protégés et à militer en faveur des personnes vivant avec le VIH et des personnes LGBTQI+. Il s'est joint aux groupes de pression pour l'abolition de l'article 377, une disposition pénale discriminatoire datant de l'époque coloniale qui criminalisait les actes homosexuels, et dont l'une des conséquences était de faire obstacle à la prévention, au dépistage et au traitement du VIH. Cet activisme collectif a porté ses fruits : la Cour suprême de l'Inde a déclaré l'article 377 inconstitutionnel en 2018. « Je poursuis un Master en Travail social et je continue de sensibiliser les jeunes aux rapports protégés. »

La communauté LGBTQI+ et les entraves à la prévention, au dépistage, au traitement et aux soins du VIH

L'histoire de Gautam illustre parfaitement les difficultés auxquelles les jeunes personnes LGBTQI+ – même celles bénéficiant de l'appui de leur famille – sont confrontées lorsque la discrimination en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre leur interdit l'accès à des informations vitales sur la santé. Les personnes LGBTQI+ sont toujours criminalisées dans au moins 67 pays. Elles y sont passibles de sanctions allant de lourdes amendes à la peine de mort. Les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes encourent la peine capitale dans six pays. Ces législations répressives nuisent aux efforts de prévention, de dépistage et de traitement ainsi qu'à l'accès aux services de santé. La vie quotidienne des personnes LGBTQI+ est également difficile : les personnes transgenres sont poussées par la discrimination vers le travail du sexe et subissent régulièrement des actes de violence. Pour les lesbiennes et les femmes bisexuelles, la misogynie et la violence fondée sur le genre viennent s'ajouter à la discrimination envers l'orientation sexuelle. Les hommes homosexuels sont régulièrement la cible d'attaques homophobes.

Risque d'infection par le VIH comparé entre les populations clés et la population générale



Source : Rapport mondial actualisé sur le sida 2021

Les populations clés et l'initiative « Lever les obstacles »

Le terme « populations clés » désigne les groupes de personnes qui courent un risque plus élevé de contracter le VIH, la tuberculose ou le paludisme, qui ont un accès restreint aux services et qui subissent une discrimination, une négation de leurs droits ou une criminalisation systémiques. Pour mettre fin aux épidémies, il est essentiel d'atteindre les populations clés en leur offrant des services de prévention, de dépistage et de traitement et en les aidant à surmonter les obstacles qui entravent leur accès aux services. Le VIH met les sociétés au défi d'aborder des sujets intimes, souvent tabous, avec ouverture et honnêteté. Grâce au travail de militants, d'organismes communautaires et de professionnels de la santé audacieux et engagés, les obstacles disparaissent peu à peu.

Pour atteindre les populations clés, le Fonds mondial et ses partenaires adoptent une approche différenciée des soins, axée sur l'accessibilité et la personnalisation des services. Par l'intermédiaire de nos partenaires, dont certains sont des militants eux-mêmes, nous approchons les populations clés là où elles se trouvent et dans les conditions qui leur conviennent. Nous appuyons des programmes complets de lutte contre le VIH, qui couvrent tous les enjeux touchant la maladie : prophylaxie pré-exposition (ou PrEP, un traitement médicamenteux de prévention du VIH), distribution de préservatifs, dépistage, traitement et soins du VIH, création de la demande, éducation

sur les rapports protégés, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, rejet social, discrimination et violence, autonomisation des communautés, éducation juridique et aide parajuridique, etc. Le Fonds mondial offre à quelques pays prioritaires des ressources et un soutien technique supplémentaires dans le cadre de l'initiative « Lever les obstacles », dont l'objectif est d'intensifier les programmes de lutte contre les obstacles liés aux droits humains et au genre qui entravent l'accès aux services. Les personnes LGBTIQ+ comptent parmi les bénéficiaires directs de tous ces efforts.

Lutter pour ce qui compte

Le Fonds mondial a sauvé plus de 44 millions de vies depuis sa création en 2002. Le nombre de décès liés au VIH a baissé de 64 % et le nombre d'infections à VIH de 54 % par rapport à 2002. Cette année, le Fonds mondial lance sa septième campagne de reconstitution des ressources. L'objectif est de récolter au moins 18 milliards de dollars US pour lutter contre le VIH, la tuberculose et le paludisme et bâtir des systèmes pour la santé plus robustes et, ainsi, renforcer la préparation aux pandémies. L'atteinte de cet objectif de financement permettrait de sauver 20 millions de vies, d'abaisser le taux de mortalité du VIH, de la tuberculose et du paludisme de 64 % et de renforcer les systèmes pour la santé afin de bâtir un monde plus sain et plus équitable. Nous luttons pour lever les obstacles – les obstacles liés au genre, à la sexualité et à l'orientation sexuelle, et tous les autres – qui entravent l'accès aux soins de santé.



Pôle parajuridique national, Ukraine

Borys Grachov est un militant LGBTIQ+ d'Ukraine et le coordonnateur du Pôle parajuridique national, un réseau parajuridique appuyé par le Fonds mondial et dirigé par Alliance Global, la première organisation LGBTIQ+ du pays. Au cours des derniers mois, des assistants juridiques ont aidé des dizaines de personnes ayant perdu leur maison à trouver un refuge temporaire. Ils ont aidé les personnes coincées au milieu des hostilités à se mettre en sécurité. Ils ont approvisionné en médicaments antirétroviraux, en prophylaxie pré-exposition (PrEP) et en préservatifs des personnes déplacées dans d'autres régions du pays. Les assistants juridiques continuent également à documenter les incidents qui ne sont pas liés à la guerre, comme la violence basée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

À propos du Fonds mondial

Le Fonds mondial investit plus de 4 milliards de dollars US chaque année pour combattre le VIH, la tuberculose et le paludisme, et pour garantir à tous un avenir plus sain, plus sûr et plus équitable. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, nous avons investi 4,3 milliards de dollars US supplémentaires pour combattre cette nouvelle pandémie et renforcer les systèmes pour la santé. Nous mobilisons la communauté internationale dans la recherche de solutions ayant le plus d'impact, dans le but de les mettre en œuvre à l'échelle mondiale. Nous obtenons des résultats. Ensemble, nous avons sauvé 44 millions de vies. Nous ne nous arrêterons pas tant que le travail ne sera pas terminé.